



**NOUVELLES DU
TERRAIN**

Burkina Faso - Le manioc
pour l'autosuffisance
économique

Philippines - Der Kampf
für die Rechte der
Kleinbauern geht weiter

Nachruf Ben Ramos

Pérou - Ecologie & femmes

AU LUXEMBOURG

Neueste Studie zum
Megastaudamm Belo
Monte

In Kürze / En bref

Danke Maacher Lycée

COMPRENDRE LE MONDE. CREER LA SOLIDARITE.

Notre organisation partenaire GTPA au Burkina Faso vient d'inaugurer un nouveau site de transformation de manioc en pâte de manioc dans le village de Kyon au Burkina Faso, un pas de plus réalisé dans l'autonomisation économique de 150 femmes et jeunes filles ... *(suite p.2-3)*

Une horrible nouvelle nous est parvenue le 6 novembre. Ben Ramos, fondateur et directeur de notre organisation partenaire PDG sur l'île de Negros aux Philippines a été sauvagement assassiné en pleine rue, l'équipe est sous le choc ... *(suite p. 4-6)*

Fin novembre Rocio Santisteban et Luzmila Bermeo, deux péruviennes défenseuses des droits humains, nous rendaient visite dans le cadre de leur tournée européenne. Regards croisés sur l'écologie et les femmes... *(suite p. 7-8)*



BURKINA FASO : INAUGURATION DU NOUVEAU SITE DE PRODUCTION POUR LES FEMMES DE KYON

LE MANIOC POUR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET L'ÉCONOMIE VERTE

Notre organisation partenaire, le Groupement de Transformation des Produits Agricoles (GTPA) Wendkouni au Burkina Faso, vient d'inaugurer un nouveau site de production pour un groupement de femmes dans le village de Kyon. Ici, les femmes transforment le manioc en pâte, la matière première pour la fabrication du 'Faso Attiéké' qui est produit sur le site GTPA à Ouagadougou. Jusqu'à présent les femmes de Kyon survivaient au jour le jour, n'ayant d'activités génératrices de revenu que la vente aléatoire et non rentable des légumes récoltés dans le jardin de leur époux. Le nouveau site de transformation a comme objectif de procurer à 150 femmes vulnérables une source de revenu stable.

Le Burkina Faso, un des pays les plus pauvres du monde, est situé au coeur du Sahel et souffre de climats extrêmes et variables. Il figure parmi les pays les plus vulnérables face au changement climatique et ses effets parfois catastrophiques. Celui-ci épuise non seulement les sols, mais aussi les populations, notamment les plus vulnérables tels que les femmes chargées de nourrir leur famille. Elles voient leurs moyens de subsistance en danger aggravant ainsi le risque de la faim.

Au Burkina Faso, 80 % de la population vit de l'agriculture et de l'élevage. Alors que d'autres organisations partenaires de l'ASTM au Burkina Faso promeuvent l'agro-écologie pour restaurer la fertilité des sols, le GTPA concentre tous ses efforts sur les femmes pour contribuer à leur autonomisation économique. Pour y arriver, notre organisation partenaire travaille avec

Groupement de Transformation des Produits Agricoles (GTPA)

Le GTPA est situé à Ouagadougou, mais collabore étroitement avec d'autres groupements basés dans la région du Centre-ouest dont le groupement des femmes à Kyon. L'un est un groupement de producteurs et l'autre est un groupement de femmes qui transforment le manioc en pâte. Dans sa recherche de valorisation des produits agricoles, le GTPA s'est concentré sur la transformation du manioc, en particulier du manioc local, en attiéké. Il a démarré son activité sur fonds propres. Depuis, le chiffre d'affaires et le résultat net ont connu une évolution positive.

ASTM soutient le GTPA depuis 2015.

des groupements de femmes qui transforment les produits agricoles et les vendent sur le marché local, créant ainsi une source de revenu.

Les dernières années beaucoup d'efforts ont été investis dans la production du 'Faso Attiéké', un aliment fermenté très énergétique à base de manioc, avec une teneur appréciable en minéraux. Pourquoi le manioc ? Le manioc fournit l'alimentation de base à environ 800 millions de personnes à travers le monde. Avec la possibilité de transformation en plus de 40 mets, il constitue une voie sérieuse au niveau de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, longtemps négligé.

Il contribue également à l'économie verte, car la culture du manioc se fait facilement sur les sols peu fertiles, et peut se faire en association avec d'autres cultures. De plus, il ne nécessite pas d'engrais chimiques.

Mettre en place des unités de transformation est source de création d'emplois et de revenus stables. Elles permettent aux femmes et jeunes filles de gagner dignement leur vie.

A ses débuts, le GTPA a dû importer la pâte de manioc de la Côte d'Ivoire, mais était fréquemment tributaire des ruptures d'approvisionnement de la pâte, de la mauvaise qualité et des prix instables. C'est pourquoi il a amorcé un processus d'organisation de 100 producteurs de manioc qui s'engagent à cultiver sans intrants chimiques. **En 2017, les activités ont permis de récolter plus de 75 tonnes de manioc.** Pour pouvoir transformer un volume de plus en plus important de manioc en pâte, il fallait construire un site de transformation ayant la capacité de transformation et répondant aux normes hygiéniques. C'est ici que les 150 femmes de Kyon vont produire la pâte à manioc qui servira de matière première pour le produit final, le 'Faso Attiéké'. Un bel exemple d'économie solidaire et circulaire.

L'histoire du GTPA commence en 2011 avec Florence Bassono/Kabore, coordinatrice actuelle du GTPA. Elle avait décidé à l'époque de s'auto-employer et d'employer des femmes de son quartier. *"Aujourd'hui le GTPA Wendkuni est une coopérative. Grâce au soutien de l'ASTM et d'autres organisations nous avons pu améliorer nos conditions de travail et la qualité de nos produits. Alors qu'en 2013 nous produisions 64.224 kg d'attiéké, nous en avons produit 305 tonnes en 2017",* déclare Florence.



La Secrétaire d'Etat, Yvette Dembélé, à dr. et Florence Bassono/Kabore, coordinatrice du GTPA, à g., lors de l'inauguration du nouveau site de transformation dans le village de Kyon.

Par ses activités, le GTPA contribue de façon durable à l'amélioration des conditions de vie des producteurs et des transformatrices impliqués.

" Nous travaillons depuis 2015 avec le GTPA. L'objectif est d'accompagner notre partenaire dans le renforcement de ses capacités en tant qu'acteur du développement et d'appuyer les femmes qui n'ont pas les moyens d'entreprendre à avoir une source de revenu pour qu'elles puissent transformer et commercialiser le manioc et ses produits dérivés. Les différentes formations dispensées en hygiène et team building motivent les femmes et les rendent plus entrepreneuriales. C'est une réussite ", explique Sena Afeto, responsable projets Afrique.



C'est dans une grande salle de transformation que les femmes travaillent maintenant le manioc en respectant les normes environnementales et d'hygiène et dotée de l'équipement nécessaire pour le faire bouillir et broyer.

PHILIPPINEN - UNSERE PARTNERORGANISATION PDG TRAUERT UM BEN RAMOS

DER KAMPF FÜR DIE RECHTE DER KLEINBAUERN GEHT WEITER

Der Gründer und Direktor unserer Partnerorganisation Peace in Development Group (PDG), Benjamin Ramos wurde am 6. November in der Stadt Kabankalan auf der Insel Negros brutal auf offener Strasse erschossen. Ben war Menschenrechtsanwalt und verteidigte zuletzt *pro bono* sechs junge MenschenrechtsaktivistInnen. Es ist der 34. getötete Anwalt seit dem Amtsantritt von Präsident Rodrigo Duterte 2016. Für unsere Partnerorganisation ist das ein schwerer Verlust.

Ben Ramos wusste, dass sein Leben bedroht war, und doch ließ er sich nicht davon abhalten, weiter für die Menschenrechte der Kleinbauern und Arbeiter auf der Insel Negros zu kämpfen. *"Sie konnten ihn nicht mit Drohungen und Bestechungsgeldern zum Schweigen bringen, also töteten sie ihn auf feige Art und Weise - mit drei Kugeln"*, sagte Yesha Ramos, Witwe des getöteten Anwalts Benjamin Ramos und Projektkoordinatorin von PDG, anlässlich der Gedenkfeier am 17. November 2018.

Zum Zeitpunkt, wo wir die Redaktion unseres Magazins abschließen, erhalten wir beunruhigende Nachrichten. Das Leben der Witwe von Ben Ramos und ihrer drei Kinder ist in Gefahr. Und zwei Mitarbeiter unserer Partnerorganisation PDG erhielten Morddrohungen. Verschlimmert wird das Ganze durch die Erklärung von Duterte, die Militärpräsenz in drei Gebieten, darunter auch auf der Insel Negros zu verstärken. *"Trotz unserer Angst sind wir fest entschlossen, unsere Arbeit fortzusetzen"* teilte das Team uns mit. Doch wie kommt es zu diesen Spannungen und brutalen Vorgängen in vielen Teilen der Philippinen?

Fehlender Zugang zu Land bringt Armut und Ernährungsunsicherheit

In den Philippinen spielt die Landwirtschaft eine große Rolle. Sie war und ist die wichtigste Ressource überhaupt. Doch ein Großteil des Landes wird von einigen wenigen Großgrundbesitzern kontrolliert. Die Verteilung ist also sehr ungleichmäßig, da eine Minderheit die Mehrheit der Anbauflächen besitzt. Somit sind Armut und Ernährungsunsicherheit in ländlichen Gebieten eng mit dem fehlenden Zugang zu Land verbunden.

Im Jahr 1988 wurde ein umfassendes Agrarreformprogramm (CARP) eingeführt. Seither tun die Großgrundbesitzer alles, um die Wirkung der Maßnahmen zu behindern. Dieses Programm wurde entwickelt, um öffentliches und privates Land an landlose Bauern zu vergeben. Auf der Insel Negros wird die Umsetzung des Programms jedoch, wie überall auf den Philippinen, von Gewalt, Einschüchterung und schädlichen Rechtsstreitigkeiten geprägt. Leider erhalten die neuen Landbesitzer kaum staatliche Unterstützung, die es ihnen erlauben würde, ihr Land erfolgreich zu kultivieren.

Dies führt dazu, dass viele Landwirte sich verschulden müssen und somit das Land wieder in die Hände von Großgrundbesitzern fällt. Die Katze beißt sich also im Schwanz. Nach Angaben des Department of Agrarian Reform (DAR) wurden bis Juni 2017 nur 4,7 Millionen Hektar verteilt, also nur rund die Hälfte der erwarteten 8,1 Millionen Hektar.

Im Gebiet, wo sich das von ASTM unterstützte PDG-Projekt befindet wird ein Großteil des Landes ebenfalls von einigen wenigen Großfamilien kontrolliert. Die Grundstücke werden hier im Haciendas-Stil bewirtschaftet. Lokale Bauern werden als Saison- oder Tagesarbeiter eingestellt, um Zuckerrohr, das am weitesten verbreitete Produkt in der Region, anzubauen. Die Rechtssicherheit der Landwirte, auch für diejenigen, die ihre Landtitel im Rahmen der Bodenreform erhalten haben, bleibt weiterhin sehr prekär.



Ben Ramos im Juli 2018 im PDG Projekt

Sinkende Einkommen - Rudimentäre Gesundheitsversorgung

Der Verlust der Bodenfruchtbarkeit durch den weit verbreiteten Einsatz von Kunstdünger und Pestiziden, den die Regierung seit Jahrzehnten befürwortet, ist ein weiteres Problem für die Landwirte auf den Philippinen. Steigende Inputkosten haben zu einem Rückgang des Familieneinkommens geführt.

Darüber hinaus haben viele Familien, die Chemikalien verwenden, gesundheitliche Probleme. Die Gesundheitsversorgung ist rudimentär und viele Kinder gehen wegen der Armut ihrer Familien nicht regelmäßig zur Schule. Die meisten Menschen haben keinen Zugang zu sauberem Trinkwasser; durch Wasser übertragene Krankheiten sind weit verbreitet.

Durch das quasi feudale System ist ein großer Teil der Bevölkerung vom politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Leben ausgeschlossen; die Teilnahme an Bürgerrechtsaktivitäten gilt für die Behörden als subversiver Akt. Darüber hinaus haben seit der Wahl von Präsident Duterte 2016 die Menschenrechtsverletzungen im Land dramatisch zugenommen. Die Menschenrechtsorganisation Karapatan hat vor kurzem 196 politische Morde unter Duterte registriert. Einer dieser 196 Opfer war der Direktor unserer Partnerorganisation PDG, Ben Ramos, der am 6. November brutal ermordet wurde.



Das Anlegen von Heilgärten wird von PDG unterstützt, um so die häufigsten Krankheiten mit Naturheilmitteln zu behandeln.

Der Druck auf Mensch, Land und Umwelt

Die Aktivitäten großer Unternehmen, die im Bergbau, in der Agrotreibstoff-Produktion und Holzschlag tätig sind, haben negative Auswirkungen auf Bevölkerung und Umwelt. Die Verschmutzung der Böden durch Bergbauaktivitäten haben z.B. landwirtschaftliche Nutzflächen unbrauchbar gemacht, das Aussterben von Wasserlebewesen verursacht, sowie Atem- und Hautkrankheiten bei der Bevölkerung. Auch werden zahlreiche Bauern von ihrem Land vertrieben wegen der wirtschaftlichen Aktivitäten großer Unternehmen, deren Projekte oft von der Armee geschützt werden. Das Problem des Zugangs zu Land verschärft sich also weiter.



PEACE IN DEVELOPMENT GROUP (PDG)

PDG wurde 1987 mit dem Ziel gegründet, zur Entwicklung der ländlichen Gemeinden in der Provinz Negros Occidental beizutragen. Das betrifft Kleinproduzenten, landlose Landarbeiter und Fischer. PDG unterstützt sie im Kampf um Land, für den Respekt der Menschenrechte und für die Verbesserung ihrer wirtschaftlichen Situation durch die Steigerung der landwirtschaftlichen Produktivität mit ökologischen Methoden.

Unsere Partnerorganisation hat auch sehr enge Beziehungen zu anderen ASTM-Partnern auf den Philippinen aufgebaut, darunter MASIPAG, KMP und PNFSP. Zusammen kämpfen sie für eine echte Agrarreform, eine nachhaltige Landwirtschaft und gegen die Aktivitäten von Bergbau- und Agroindustriunternehmen, die die Lebensbedingungen von Kleinbauern verschlechtern.

ASTM unterstützt PDG seit 2013.

Wie geht es weiter?

Schwerpunkte der Arbeit von PDG im aktuellen Projekt sind weiterhin die Verteidigung der Landrechte und Menschenrechte der lokalen Bevölkerung, die Förderung ökologischer Landwirtschaft sowie Umweltschutzmaßnahmen zur Wiederherstellung des Ökosystems der Insel.

Angesichts der prekären Gesundheitssituation in den ländlichen Gebieten von Negros setzt sich unser Partner auch für ein alternatives Gesundheitssystem ein. In tropischen Gebieten wie den Philippinen haben die lokalen Gemeinden ihr traditionelles Wissen oft genutzt, um Pflanzen mit medizinischen Eigenschaften zu identifizieren. Diese Traditionen, die durch mündliche Überlieferung leben, laufen Gefahr, in nur zwei Generationen völlig verloren zu gehen. Verstärkt wird dieser Verlust durch die aggressive Werbung von Pharmaunternehmen, die den Aufbau eines Gesundheitssystems auf der Basis hochpreisiger synthetisch hergestellter Medikamente beeinflusst haben.

So schult PDG im Rahmen einer alternativen Basisausbildung Gesundheitspersonal, das in Gemeinden und Nachbargemeinden eine medizinische Grundversorgung aufbaut. Unterstützt wird hierbei das Anlegen eigener Heilpflanzengärten, um so die häufigsten Krankheiten mit Naturheilmitteln zu behandeln.

"Sie wussten nicht, dass wir Samenkörner sind ..."



Die Bestürzung nach der Ermordung unseres Freundes und ASTM-Partners Ben Ramos sitzt immer noch tief bei all denen, die das Privileg hatten, ihm bei seinen Aufenthalten hier in Luxemburg oder anlässlich von Projektbesuchen in Negros zu begegnen. Es wird viel über ihn geschrieben, Anekdoten werden ausgetauscht und **das Gefühl das bleibt, ist eins der Wut und Verzweiflung darüber, dass ein Mensch der vielen so wichtig war, so sinnlos und kaltblütig hinweggerafft wurde. Ben war nicht nur ein engagierter Menschenrechtsverteidiger, er war auch ein liebevoller Familienvater, kompromisslos wenn es um ernsthafte Themen wie gesellschaftliche Ungerechtigkeit ging.**

Aber Ben gelang es immer wieder auch die ernsthaftesten Diskussionen mit seinem trockenen Humor aufzulockern.

Nach seinem Studium der Betriebswirtschaftslehre an der Universität in Negros Oriental arbeitete er zunächst im Ministerium für Soziale Sicherheit. Das Beamtenleben war aber nicht seine Sache und er zog es vor, als Dreiradfahrer sein Geld zu verdienen, bis er eine Stelle als Community Organizer bei einer Organisation fand, die sich für soziales Engagement der Betriebe stark machte. Da wurde er mit den unerträglichen Lebensbedingungen der Zuckerrohrarbeiter der Insel Negros konfrontiert, die in einem jahrhundertealten System der feudalen Unterdrückung gefangen waren. Er beschloss, gegen dieses System und für eine gerechtere Landverteilung zu kämpfen und gründete 1987 mit einigen Gleichgesinnten die Organisation PDG (Peace in Development Group).

Um die Bauern in ihren Rechtsstreitigkeiten mit den Großgrundbesitzern beraten und verteidigen zu können, schloss er später ein Jurastudium ab. Zusammen mit anderen sozial engagierten Anwälten gründete er 2007 die National Union of Peoples' Lawyers, eine Organisation ehrenamtlicher Juristen, die kostenlos die Rechte der marginalisierten Teile der Gesellschaft verteidigen. Zu Bens Klienten gehörten unter anderem politische Häftlinge, Umweltschützer, Menschenrechtsverteidiger und Landarbeiter,

die sich sonst keinen Rechtsbeistand leisten konnten.

Seine Arbeit als Rechtsanwalt der Armen und sein Einsatz für eine gerechtere Verteilung des Landes in seiner Region brachten ihm aber auch viele Feinde. Er lebte seit vielen Jahren mit den Morddrohungen, probierte sich der Situation anzupassen und Risikosituationen zu vermeiden, ließ sich aber nie von seinem Kampf abbringen.

In einer Zeit, in der die Ermordung von MenschenrechtlerInnen – nicht nur auf den Philippinen – zunehmend an der Tagesordnung steht, wird ein mexikanisches Sprichwort häufig zitiert: „*Sie wollten uns unter der Erde begraben, aber sie wussten nicht, dass wir Samenkörner sind!*“

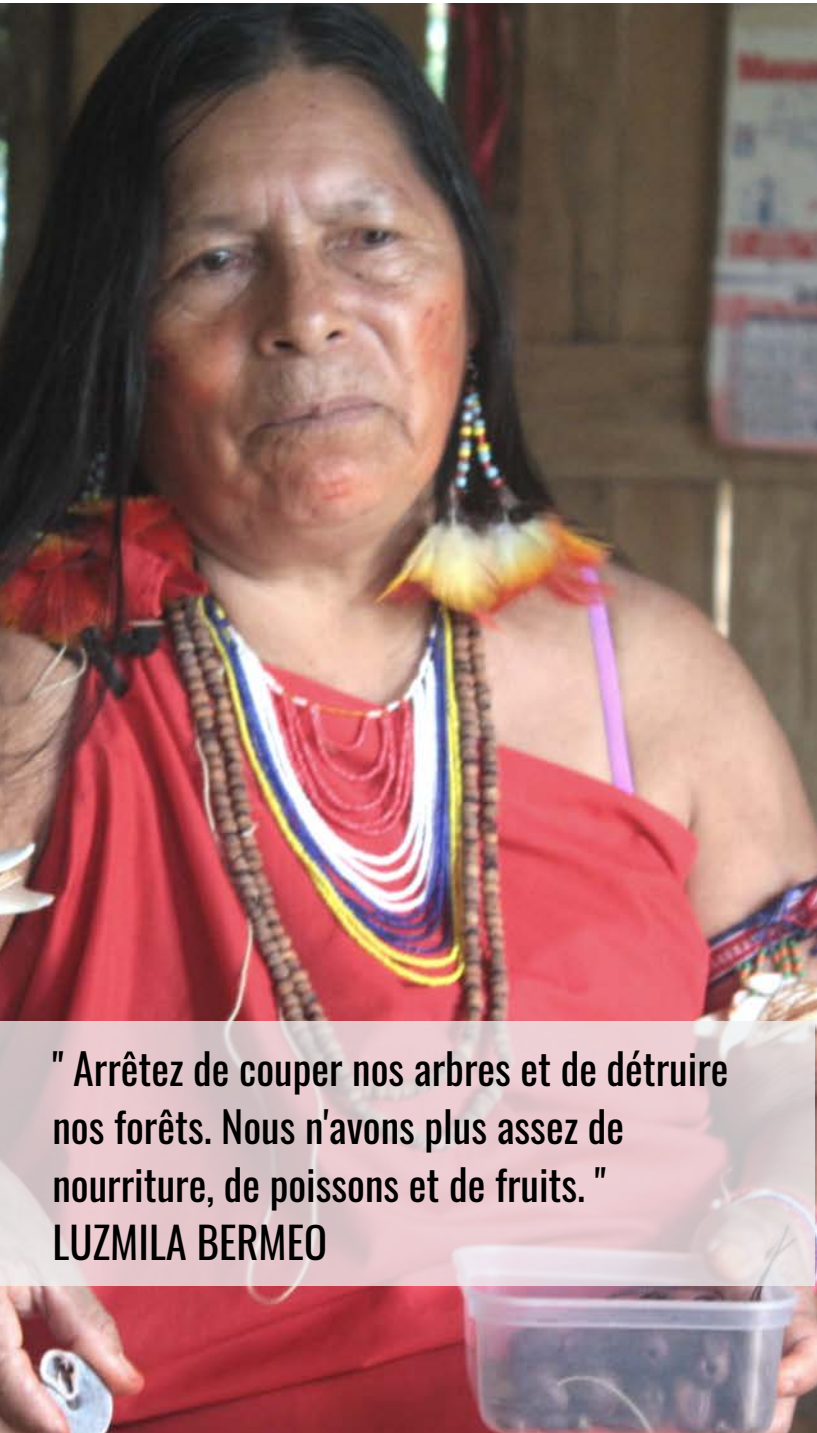
In den Wochen seit Ben's Tod haben sich viele Menschen engagiert um seinen Kampf für eine gerechtere Gesellschaft in den Philippinen weiter zu führen. Damit die Mächtigen sich nicht länger auf Kosten der Vielen bereichern dürfen.

So können wir hoffen, dass die Samenkörner aufgehen werden.



PÉROU - REGARDS CROISÉS SUR LES FEMMES & L'ÉCOLOGIE

FEMMES DU PÉROU : GARDIENNES DE LA TERRE ET DES VALEURS



" Arrêtez de couper nos arbres et de détruire nos forêts. Nous n'avons plus assez de nourriture, de poissons et de fruits. "

LUZMILA BERMEO

L'extraction des richesses naturelles du Pérou a multiplié et intensifié les conflits sociaux et environnementaux. Plus de 40 % de la superficie du pays est destinée à l'exploitation de minerais, de pétrole, de gaz et de bois alors que 96 % de ces territoires sont habités par les populations natives et paysannes : 2.009 communautés natives (peuples amazoniens) et 8.520 communautés paysannes (peuples andins). Entre 2011 et 2016, 55 civils ont été tués principalement par des forces de police dans le cadre de ces conflits. Les contrats entre la police et les entreprises de sécurité privée sont devenus une pratique fréquente. Premières victimes de ces tensions, les communautés indigènes, et particulièrement les femmes autochtones. Et pourtant ce sont elles qui assurent le rôle de gardiennes de la terre et des valeurs.

Fin novembre, Rocio Santisteban et Luzmila Bermeo, deux péruviennes, défenseuses des droits humains, nous rendaient visite. Elles ont témoigné, l'une féministe et activiste, membre de notre organisation partenaire FEDEPAZ, l'autre leader du peuple autochtone Awajun.

Rocio et Luzmila étaient en tournée européenne dans le cadre du projet " Renforcement des capacités d'organisation et de leadership des communautés autochtones et paysannes péruviennes ". Elles venaient informer sur la situation des communautés indigènes du Pérou - particulièrement touchées par les projets d'extraction minière ou pétrolière, les violations des droits des femmes, la criminalisation accrue de la protestation sociale et l'action négligente d'un État qui n'arrive pas à remplir son rôle de gardien des droits humains.

Regards croisés sur l'écologie et les femmes.

“

Rocio: Les femmes sont indispensables pour comprendre la résistance au modèle capitaliste. En faisant des recherches pour mon livre "*Mujeres y conflictos eco territoriales*", j'ai pu voir que la violence qui est commise contre les femmes et l'éco-territoire est similaire à celle subie lors du conflit armé interne que le Pérou a vécu entre 1980 et 2000, et qui a fait plus de 70.000 morts. Plus de 5.400 femmes avaient dénoncé les violences sexuelles contre l'armée, sans aucune suite judiciaire. Les stratégies utilisées hier pour le conflit armé sont à présent utilisées dans les conflits éco-territoriaux. Ce sont les militaires de hier, devenus fonctionnaires ou travaillant dans des centres de sécurité, qui travaillent aujourd'hui pour les entreprises d'exploitation minière. Ils agissent en toute impunité.

Luzmila : Les femmes sont les gardiennes de la terre et des valeurs. Elles ne vendent pas les arbres, ce sont les hommes qui voient dans nos terres une marchandise. Les femmes voient en elle la mère, la "pachamama". Mais les femmes n'ont aucun statut reconnu. Il est difficile de faire entendre notre voix. Et pourtant ce sont les femmes qui défendent les territoires lorsque le droit des populations autochtones n'est pas appliqué.

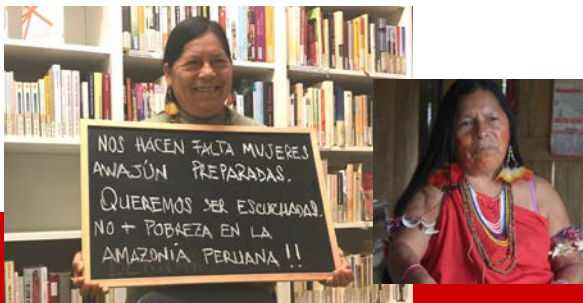
Rocio : Il y a une grande différence de perception entre hommes et femmes. Les hommes voient dans la terre une valeur économique, les femmes la protègent et la défendent. Elles parlent d'ailleurs de "nos corps, nos territoires". A la naissance d'un enfant, par exemple, elles enterrent le placenta qui reliait le nouveau-né à sa maman. Elles restent et se sentent ainsi connectées toute leur vie à la terre.

Luzmila : La terre nous donne tout : des arbres, de l'eau, des fruits et des poissons. Aujourd'hui il n'y a presque plus rien. Les rivières sont polluées, les forêts sont coupées par l'exploitation minière et pétrolière. L'Amazonie perd toutes ses richesses et risque de perdre ses connaissances et cultures. Arrêtez de couper nos arbres et nos forêts. Aujourd'hui, il nous reste que du manioc et des bananes à manger.

Rocio : Avec notre tournée européenne nous voulons attirer l'attention sur l'exercice des droits des communautés autochtones et sur la gestion pacifique et durable de leurs territoires. Il existe des lois et il faut qu'elles soient appliquées. Nous sommes donc parties en tournée européenne pour faire entendre la voix des populations autochtones du Pérou et plus précisément celle des femmes. Les femmes sont finalement celles qui paient le plus cher et qui résistent le plus !

Luzmila : Pour certaines communautés autochtones Awajun c'est très difficile de prendre connaissance de ce qui se passe dans le monde et de faire entendre leur voix, car elles vivent très isolées. Il faut se déplacer en canoë, et tout le monde n'a pas de canoë. Nous faisons face à des challenges. Nous ne sommes pas cultivateurs, nous n'avons pas appris à cultiver des semences et pourtant, aujourd'hui nous devons apprendre pour pouvoir reboiser nos forêts. Les femmes sont prêtes, mais elles ne veulent pas travailler de manière bénévole. Moi, je pense qu'il faut d'abord la volonté de travailler, cela doit venir de chaque femme. L'argent ne peut pas être la seule motivation.

”



María Luzmila BERMEO est dirigeante du peuple amazonien Awajún, et présidente du Conseil des femmes Awajún et Wampis. Elle est une des premières femmes de la communauté autochtone des Awajún à avoir eu accès à l'éducation formelle. Elle a travaillé pendant des années comme enseignante en couture. Parallèlement, elle a participé activement à de nombreuses organisations de femmes. Elle a été nommée en 2013 présidente de l'Association des femmes et des artisans, poste qu'elle occupe encore aujourd'hui.



Rocio SILVA SANTISTEBAN est aussi professeure d'université et consultante en droits humains. Docteur en littérature latino-américaine, licence en droit et en sciences politiques, elle a également obtenu un diplôme en études de genre. Elle a publié plusieurs ouvrages de fiction et ouvrages académiques. Son dernier livre "Mujeres y conflictos eco territoriales : impactos, estrategias, resistencias" un livre qui parle des femmes et des conflits écoterritoriaux, des impact et des stratégies de réussite.

Etre femme au Pérou, c'est subir !

FEMINICIDES. Entre janvier et avril 2018 le nombre de cas de féminicides au Pérou a augmenté de 26,4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Entre 2009 et août 2015, plus de 700 cas de féminicides ont été enregistrés.

VIOLENCE DE L'ETAT. Les défenseuses des droits humains sont fortement stigmatisées et dénigrées publiquement : lors de campagnes articulées par des médias en faveur de l'activité minière, par des entreprises de sécurité ou des entreprises minières (comme dans le cas de Maxima Chaupe).

PARTICIPATION PREALABLE. La participation des femmes dans les processus de consultation, et plus généralement de prise de décisions, est pratiquement inexistante. La participation effective n'a pas été facilitée et la demande d'établissement d'un quota a été rejetée.

VIOLATIONS DES DROITS DES FEMMES AUTOCHTONES. Il y a actuellement 70 dénonciations de violence sexuelle par jour. 76 % des victimes sont des enfants et des adolescent(e)s.

EDUCATION. Trois personnes analphabètes sur quatre sont des femmes ; un tiers (31,6 %) des femmes âgées sont analphabètes, alors que pour les hommes le taux est de 9,4 %.

SANTE. À cause de la pollution de l'eau provoquée par les projets extractifs surtout dans le Nord de l'Amazonie, les femmes autochtones sont exposées à de graves problèmes de santé qui se traduisent par « un taux élevé de toxines dans le lait maternel, le sang du cordon ombilical, le sérum sanguin et les tissus adipeux, entraînant de l'infertilité, des fausses couches, de naissances prématurées, des menstruations et une ménopause précoce, des cancers (...) ».

* Extr. de " Situation des Droits Humains au Pérou", Novembre 2018.
Demandez votre exemplaire électronique via communication@astm.lu

NEUESTE ASTM-STUDIE

BELO MONTE, ODEBRECHT UND DIE LUXEMBURG CONNECTION



In unserer jüngsten Studie **“Der Kampf um Land und Wasser in Amazonien – Belo Monte, Odebrecht und die Luxemburg-Connection“** decken wir auf, dass der brasilianische Baukonzern Odebrecht in Luxemburg mehrere Tochtergesellschaften gegründet hat, über die umstrittene Infrastrukturprojekte in Lateinamerika finanziert werden. Diese Studie liefert ein weiteres Beispiel für die Notwendigkeit der von der ASTM 2017 lancierten Kampagne **“#NoCorporateImpunity – Menschenrechte vor Profit“**, die sich gegen die Straffreiheit multinationaler Unternehmen wendet.

Der Baukonzern Odebrecht, der im Zentrum des Korruptionsskandals „Lava Jato“ und in zahlreichen lateinamerikanischen Ländern sowie in den USA vor Gericht steht, hat sich zwischen 2013 und 2017 mit sechs Tochterunternehmen in Luxemburg niedergelassen.

Welche Aktivitäten diese Unternehmen tatsächlich in Luxemburg haben, ist aufgrund der intransparenten Firmenstruktur, der unübersichtlichen Verflechtungen und ständiger Namens- und Teilhaberwechsel nur schwer zu durchschauen. Öffentlich zugängliche Unternehmensdokumente zeigen, dass über Luxemburg andere Odebrecht-Subunternehmen und deren Infrastrukturprojekte in Lateinamerika finanziert werden.

Das betrifft zum Beispiel die Staudämme Chadín 2 und Río Grande am peruanischen Marañón-Fluss. Durch diese Projekte sollen 90 km² überflutet werden. Betroffen sind rund 4.000 Menschen in 33 Dörfern. Den Flussanwohnern drohen die Überflutung ihrer Dörfer und Zwangsumsiedlungen, der Umwelt massive Verschmutzungen sowie ein Verlust der Biodiversität. Die von der peruanischen Gesetzgebung geforderte Konsultation der Bevölkerung vor großen Infrastrukturprojekten soll Odebrecht im Fall von Chadín 2 manipuliert haben, so die Kritik der lokalen Bevölkerung. Der durch die Pläne um den Staudamm entstandene soziale Konflikt forderte 2015 sogar ein Todesopfer.

Odebrecht und Verstöße gegen Menschen- und Umweltrechte

Ein weiteres Beispiel für das rücksichtslose Vorgehen des Unternehmens ist der umstrittene Belo Monte-Staudamm. Der wird seit 2011 im brasilianischen Amazonasgebiet gebaut. Rund 300.000 Menschen, darunter die Bewohner der Indigenendörfer der Juruna und Arara, sind davon betroffen. Die indigene Bevölkerung wurde vor Baubeginn nicht konsultiert, wie es die brasilianische Gesetzgebung vorsieht. 20.000 Menschen wurden zwangsumgesiedelt. Aktivisten, die sich gegen das Projekt einsetzten, erlitten Repression.

Auch für die Umwelt sind die negativen Folgen massiv: Rodung und Überflutung des Regenwaldes, Verlust der Biodiversität, Trockenlegung von Abschnitten des Xingu, usw. Das Belo Monte-Projekt brachte auch die korrupten Netzwerke ans Licht, in denen brasilianische Politiker, Baukonzerne und multinationale Unternehmen hier und in vielen weiteren Fällen straffrei reagierten.

Für eine verbindliche Sorgfaltspflicht der Unternehmen

Da Luxemburg internationalen Konzernen wie Odebrecht einen diskreten Standort bietet, der es ihnen ermöglicht durch undurchschaubare Firmengeflechte Verantwortlichkeiten zu verschleiern und sich eventuellen Wiedergutmachungsansprüchen zu entziehen, haben wir 2017 die Kampagne #NoCorporateImpunity gestartet. Dabei fordern wir Luxemburg auf, ein Gesetz zu verabschieden, das eine Sorgfaltspflicht für multinationale Unternehmen mit Sitz in Luxemburg verbindlich fest schreibt.

Dieses Gesetz soll drei Hauptelemente haben: 1. eine verbindliche Sorgfaltspflicht für multinationale Unternehmen in Luxemburg, 2. die Einrichtung einer unabhängigen Aufsichtsbehörde, die die Umsetzung der Sorgfaltspflicht überwacht, sowie 3. die Einrichtung eines Mechanismus der sicherstellt, dass Opfer von Umwelt- und Menschenrechtsverletzungen Zugang zur Justiz und zu Wiedergutmachung haben.

Die Broschüre können Sie per email
anfordern communication@astm.lu.
Mehr zu unserer Kampagne auf
www.nocorporateimpunity.org

EN BREF / IN KÜRZE



ASTM auf der #COP24 in Polen

Zum Auftakt des Klimagipfels COP24 in Katowice hat die Weltgemeinschaft dem Treffen die entscheidende Rolle für die Umsetzung des Pariser Abkommens gegeben. ASTM ist im Rahmen ihrer Nord-Süd Koordination im Klima-Bündnis Lëtzebuerg mit einem Stand vertreten und nimmt aktiv an Gesprächen und Rundtischgesprächen in den Side-Events teil. Das Klima-Bündnis International wird zeigen, was seine Mitglieder zum CO₂-Ausstoss beitragen... und warum es wichtig ist, über die Zahlen hinauszugehen und den Klimaschutz mit einer breiteren Perspektive umzusetzen.



Partnerorganisation MASIPAG zu Besuch bei der ASTM

Cris Paneiro von unserer Partnerorganisation MASIPAG in den Philippinen war in Luxemburg. MASIPAG ist ein von Bauern organisiertes Netzwerk von Volksorganisationen, NGOs und Wissenschaftlern auf den Philippinen, welches sich für eine nachhaltige diversifizierte Landwirtschaft ohne Pestizide und Gentechnik einsetzt sowie für die Entwicklung von einheimischen Reissorten. Weiterhin ist MASIPAG Mitglied von #StopGoldenRice, ein Netzwerkes von 16 NGOs aus fünf asiatischen Ländern, die gemeinsam gegen Feldversuche und Vermarktung von Golden Rice vorgehen.



Lëtzebuurger Klimadag 2018

Am Montag, 12. November fand in den Rotondes der Lëtzebuurger Klimadag statt, in Zusammenarbeit mit Votum Klima und dem europäischen Netzwerk CAN-Europe, dem die ASTM auch angehört. Auf dem Programm standen Infostände der Mitgliedsgemeinden und NGOs, sowie Vorträge zum Thema Klimawandel mit dem neuesten IPCC Report, transformative Bildung, die Filmprojektion zum Megastaudamm Belo Monte sowie eine Social Media Aktion von Votum Klima, die Bürger und NGOs aufgerufen hat, ihre Erwartungen an die neue Regierung in Luxemburg mitzuteilen.



Workshop "Hilfe, wo ist mein Klopapier?" auf Tour in Mersch

18 Klassen der Merscher Grundschule Cécile Ries besuchten im November und Dezember die Workshops "Hilfe, wo ist mein Klopapier?" und entdeckten, wie sie im Alltag mit dem Regenwald und Klimawandel verbunden sind. Sie sammelten Ideen um herauszufinden, was sie selbst jeden Tag tun können, um den Regenwald und das Klima zu schützen. Organisiert wurden die Workshops von ASTM/ Klima-Bündnis Lëtzebuerg und der Gemeinde Mersch.



Le Luxembourg épinglé dans le rapport "Impunité made in Europe"

Ce nouveau rapport publié dans le cadre du réseau européen d'investigation ENCO se penche sur la troublante proximité de l'Union européenne et les lobbies des multinationales. L'ASTM et le bureau allemand de l'organisation internationale des droits humains FIAN ont collaboré à l'étude des fonds AATIF. Le fond a été créé au Luxembourg par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement. Selon FIAN, l'investissement a eu un impact très discutable sur les objectifs et a entraîné une violation des droits humains. Demandez le rapport via email communication@astm.lu

DANKE MAACHER LYCÉE

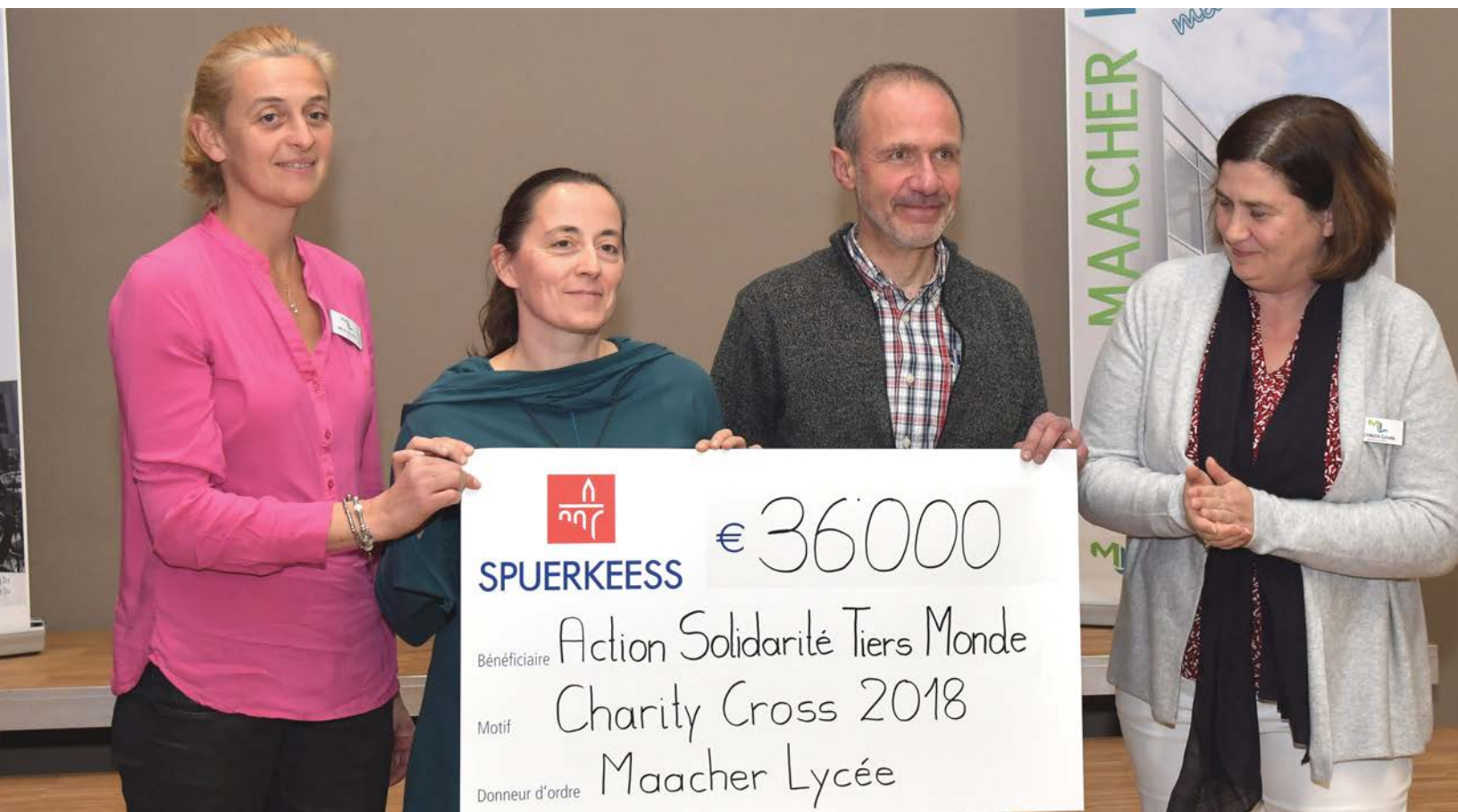
36.000€-SPENDE DANK DES CHARITY CROSS VOM MAACHER LYCÉE

Am 11. Mai fand in Grevenmacher die 18. Ausgabe des Charity Cross statt. Ein neuer Rekord wurde erreicht: 3.485 LäuferINNEN waren am Start, die insgesamt 25.160 km gelaufen sind. Wir gratulieren! Hierbei kamen Spenden in einem Umfang von insgesamt 158.000€ zusammen, die zu verschiedenen Organisationen als Spende fliessen.

Am 22. November war es soweit. Vertreter des Organisationskomitees überreichten unserer Bildungsreferentin Birgit Engel und unserem ehrenamtlichen Mitarbeiter Pol Faber, die grosszügige Spende in Höhe von 36.000€. Wir sind so dankbar und auch glücklich, dass dieses traditionelle Event so viele Mitstreiter findet. Hinter dieser tollen Spende stehen Menschen: die Organisatoren, die mit ihrem unermüdlchen Einsatz zum 18. Mal das Event auf die Beine gestellt haben, die SchülerINNEN, die

jedes Jahr zahlreicher werden und durch ihr Laufen Engagement zeigen, die Sponsoren, die Familien - gross und klein - die mitgemacht haben, die Paten, die sich an der Seite der SchülerInnen finanziell engagiert haben, die Ehrenamtlichen und alle anderen Hände, die mit angepackt haben. DANKE !

Der Charity Cross 2019 findet am Freitag,
7. Juni 2019 statt.



Action Solidarité Tiers Monde s'engage depuis bientôt 50 ans pour un monde solidaire, équitable et durable. Vous aussi vous pouvez y contribuer. Engagez-vous avec nous pour améliorer les conditions de vie des plus démunis.

La solidarité, le geste qui compte !

Faites votre don par virement ou directement via DIGICASH



CCPLLULL IBAN LU 76 1111 0099 9096 0000